



Cambrai, le 4 juin 2026

Monsieur Jean-Pierre FARANDOU  
Ministre du Travail et des Solidarités  
14, avenue Duquesne  
75350 PARIS SP 07

Alexandre BASQUIN

---

SÉNATEUR  
DU NORD

---

Membre de la Commission  
de l'aménagement du  
territoire et du  
développement durable

Membre du groupe  
d'études « Numérique »

Monsieur le Ministre,

Alerté par plusieurs maires du département du Nord, je souhaite attirer votre attention quant aux fortes inquiétudes pesant sur l'avenir des contrats Parcours Emploi Compétences (PEC), notamment à l'approche de la rentrée scolaire de septembre.

En effet, les élus locaux font état d'un manque de visibilité sur les moyens qui seront mobilisables dans les prochains mois.

Cette situation suscite une très vive préoccupation dans les communes, notamment rurales, qui s'appuient sur ces contrats pour assurer des missions essentielles au service de la population.

Dans de nombreux territoires, les bénéficiaires de ce type de contrats participent au fonctionnement quotidien, notamment des écoles et des services périscolaires. Leur présence contribue directement à la continuité et à la qualité du service public.

Or, les réductions successives des enveloppes consacrées au financement des contrats PEC font craindre un nouvel affaiblissement des services déjà fragilisés par plusieurs années d'austérité budgétaire.

Comme vous le savez, les collectivités disposent de marges de manœuvres financières de plus en plus limitées. La réduction des contrats PEC risque dès lors de se traduire par une nouvelle dégradation du service rendu à la population et par un recul de la présence humaine dans des missions de service public où cette dernière est essentielle.

Enfin, les collectivités locales ont besoin d'une réelle visibilité sur l'avenir de ces contrats et ce, dans les plus brefs délais.

[a.basquin@senat.fr](mailto:a.basquin@senat.fr)

<https://alexandrebasquin.fr>

Permanence parlementaire :  
7, rue des Cordiers  
59400 CAMBRAI  
Tel : 03.27.83.08.21.

Sénat :  
15, rue de Vaugirard  
75006 PARIS



- 2 -

C'est pourquoi, dans ce contexte, je souhaite connaître les intentions du Gouvernement concernant le financement des contrats PEC pour la rentrée 2026 et plus particulièrement pour le département du Nord.

Je souhaite également connaître les mesures qui seront prises par le Gouvernement pour garantir aux collectivités les moyens indispensables à la continuité de leurs missions d'intérêt général.

Dans l'attente de vous lire, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de ma haute considération.

Alexandre BASQUIN  
Sénateur du Nord

*Ce courrier a été réalisé sans l'usage de l'intelligence artificielle générative.*